

# POUR SURMONTER LA VIOLENCE

par Jaime Prieto Amaya \*

*À quelles conditions, organisations sociales, mouvements sociaux et mobilisations collectives peuvent-ils surmonter la violence ?*

Le terme de violence n'est plus en vogue en Colombie, notamment dans les cercles internationaux, afin de présenter une image positive et optimiste de la Colombie, une image attractive pour regagner la confiance des investisseurs étrangers, des touristes et de la communauté internationale. Il est triste d'être apparentés exclusivement à la violence, au narcotrafic, à l'appauvrissement, à la corruption. Malheureusement, nous ne pouvons occulter cette réalité pour ne montrer que la beauté et la richesse de notre terre colombienne. « Pourquoi un pays aussi riche, doté d'une population si accueillante et pacifique, présente-t-il des indices de pauvreté, d'exclusion et de violence aussi scandaleux ? » (1).

Une nouvelle science est née en Colombie, la « violentologie ». Le professeur Malcolm Deas est un des auteurs qui a le plus étudié le phénomène de la violence (2). Il en décrit quatre approches. La première considère la violence comme un phénomène séculaire et permanent en Colombie, hérité de nos racines communes (3). La seconde approche présente la pauvreté, l'injustice sociale, comme la cause profonde de la violence. La troisième insiste sur le non-respect par l'État de sa mission fondamentale (4). La quatrième considère la violence comme un phénomène plus complexe aux causes et formes multiples.

Surmonter la violence ne se limite donc pas à signer un accord de paix avec les acteurs du conflit armé, c'est aussi en éradiquer les causes, parmi lesquelles la « violence institutionnalisée » (5). Face à la violence du conflit armé et face à la violence institutionnelle, que peuvent apporter les organisations sociales, les mouvements sociaux et les mobilisations collectives ?

## L'impact des organisations sociales

Ces vingt dernières années, la Colombie s'est illustrée par la création permanente d'organisations et de mouvements sociaux. Ceux-ci répondent au processus de crise globale et profonde qui touche la nation et détériore dangereusement le tissu social.

En premier lieu, la crise de gouvernance contribue à délégitimer l'État du fait de son incapacité à assumer ses fonctions de base,

\* *Évêque de Barrancabermeja, Colombie*

(1) Ces interrogations sont celles qui apparaissent dans l'étude du contexte de la région du Diocèse de Barrancabermeja, également connue comme le Magdalena Medio.

(2) **Malcolm Deas, Fernando Gaitan**, *Dos ensayos especulativos sobre la violencia en Colombia*, FONADE, Bogota, 1995.

(3) Une sorte de « péché originel » dont tous les Colombiens sont irrémédiablement marqués, que ce soit par le mélange des populations ou par manque de solution aux problèmes structurels, par exemple le problème agraire, l'injuste répartition des richesses, etc.

(4) Par exemple, garantir les conditions d'une égalité des chances pour tous les Colombiens.

(5) Cf. la XXVème Assemblée Plénière de l'Épiscopat Colombien « La Iglesia ante el cambio », 1969, et la IIème Conférence Épiscopale Latino-américaine à Medellín.

fondamentales, inaliénables et qu'il ne saurait déléguer, laissant irrémédiablement à d'autres entités illégales – ou légales mais dotées de fonctions distinctes –, le soin d'assurer la coexistence sociale et l'ordre avec tout ce que cela implique : un nouveau guide de coexistence dicté par la force des intérêts individuels et non pas publics. La montée du *narcotrafic* et ses relations toujours plus étroites avec les acteurs du conflit armé, voire avec des institutions publiques et privées, accentuent cette situation de crise de l'État. La création de beaucoup de ces nouvelles organisations sociales répond justement à la volonté de lutter contre ces sous-cultures issues de l'incapacité de l'État, de l'illégalité et de la peur.

En second lieu, cette période de l'histoire du pays coïncide avec sa modernisation, durant laquelle les structures traditionnelles du pouvoir n'ont pu absorber toutes les initiatives sociales, et plus particulièrement les initiatives populaires. Cette défaillance engendre diverses mobilisations de la part de ces nouvelles organisations sociales, malgré la pression que les structures traditionnelles exercent à leur encontre.

En troisième lieu, ces organisations sociales se situent dans le contexte actuel de conflit armé et de processus de paix, un conflit chaque jour plus en marge du respect des Droits de l'Homme et des normes et critères du Droit international humanitaire. En raison de leurs actes terroristes et de leur absence de projet politique, les acteurs armés ont perdu le peu de crédibilité dont ils bénéficiaient auprès du peuple colombien.

Ces organisations sociales sont innombrables (6), tant dans le secteur du développement, que dans celui de la paix et des Droits de l'Homme. Il est important de parler ici de société civile, même si ce terme est actuellement galvaudé (7). Les organisations les plus connues se situent dans le secteur de la promotion et de la défense des Droits de l'Homme, de la recherche de la paix, de la promotion et défense du public et du développement socio-économique en général.

## Un engagement global

De nombreuses ONG ont établi des alliances significatives dans le cadre de réseaux (8). D'autres se sont rassemblées en collectifs comme le Collectif d'avocats José Alvear. Certaines restent indépendantes (9). Il faut également porter une attention particulière aux expériences des Assemblées constituantes comme celle de Mogotes, dans le département de Santander, expression de la souveraineté populaire. En bref, les ONG travaillant pour la paix et les Droits de l'Homme, le monde universitaire et le milieu intellectuel, l'Église catholique et les Laboratoires de paix sont les organisations les plus représentatives et qui ont la plus gran-

(6) Cf. Séminaires du Millénaire, *Repenser la Colombie. Vers un Nouveau Contrat social*, ACCL, PNUD, Bogota, 2002, p.109.

(7) Cf. le Rapport National sur le Développement Humain de 2003 intitulé *Callejón con salida* (*Voie avec issue*), PNUD, Bogota, 2003, p. 447 : « Le concept même de société civile se réfère à l'ensemble d'associations volontaires non-étatiques, qui exercent cependant une certaine forme de pouvoir social. Les partis politiques, les mouvements citoyens, les médias, l'entreprise privée, les corporations patronales, les syndicats, les Églises et les ONG, considèrent qu'elles font partie de cette société civile. »

(8) Comme, par exemple, le Réseau des Initiatives contre la Guerre et pour la Paix, le Réseau des Universités pour la Paix et la Coexistence, le Réseau des Femmes contre la Guerre et pour la Paix, le Réseau des Radios Communautaires, Planeta Paz, l'Assemblée de la Société Civile pour la Paix, Paz Colombia, Destino Colombia, etc.

(9) Comme, par exemple, la Commission de Conciliation Nationale, la Commission de Facilitation de la Société Civile du Processus de Paix avec l'ELN, les Commissions Épiscopales en faveur des différents Processus de Paix.



de capacité de mobilisation lors des processus de développement et de paix.

Le rôle de ces organisations a été déterminant dans la clarification et le maintien de dialogues, qui ont finalement échoué par manque de volonté politique ou de clarté des enjeux. Les avancées sont notoires, notamment pour le processus de paix avec l'ELN (Armée de Libération Nationale) qui a permis de délimiter une Zone de Rassemblement pour la Convention Nationale avec l'ELN. Certaines de ces organisations ont eu un rôle déterminant pour parvenir à des accords humanitaires d'ampleur régionale.

Ces organisations sont parvenues à créer de véritables mouvements, comme, par exemple, le « mandat pour la paix, la vie et la liberté » qui a reçu plus de 10 millions de votes lors des élections, allant ainsi à l'encontre de la tradition abstentionniste des Colombiens. La Semaine Nationale pour la Paix vaut également la peine d'être citée. Elle a lieu au mois de septembre, avec la participation de tous les secteurs de la société et des mouvements régionaux pour la paix, au sein desquels le diocèse de Barrancabermeja joue un rôle primordial de par sa tradition de lutte sociale et de défense publique (10).

L'Église catholique de Colombie a été très présente lors des processus de paix et de réconciliation, mais aussi dans la recherche d'une culture de paix. En 1994, elle a lancé un Plan national (11) dont l'objectif était d'« initier des processus qui nous aident à être prophètes et constructeurs de paix ». Une des lignes d'action était de tendre vers : la « création d'un mouvement national pour la paix, qui permette de sensibiliser le pays de manière à délégitimer et combattre tout type de violence et d'adopter des convictions, des attitudes et des comportements propres à une culture de paix ». Au sein du Secrétariat National de la Pastorale Sociale / Caritas Colombie, une section spécifique est consacrée à la vie, la justice et la paix (12).

## Fragilités

Tout en saluant l'importance du travail mené par les organisations et mouvements sociaux, nous devons néanmoins reconnaître leur fragilité. Les alliances ne parviennent pas à les renforcer suffisamment. La majeure partie de ces organisations ne sont pas vues d'un bon œil par les organismes d'État et encore moins par la force publique et la police. Ces réseaux manquent de cohésion et de pérennité, ils sont fragilisés par les luttes internes, les difficultés de financement, la polarisation de l'opinion publique et la stigmatisation de beaucoup d'entre eux (13).

Quarante années de violence armée ont généré une extrême lassitude du peuple colombien face à la guerre et au conflit (14). La

(10) Nous pouvons aussi citer en exemple la campagne « Nous les femmes, nous ne faisons pas des enfants pour la guerre », menée par l'Organisation Féminine Populaire, dotée d'une bonne capacité d'organisation au niveau national.

(11) Cf. la Commission Épiscopale colombienne, Plan National n° 136, « Vers une pastorale pour la Paix », Bogota, 1994, p. 36-38.

(12) On retrouve cette organisation interne au sein de chaque diocèse, tout comme dans les paroisses et communautés locales.

(13) Ces organisations sont considérées comme le bras politique des groupes de guérilla ou tout simplement comme des organisations gauchistes.

(14) C'est une des raisons du triomphe facile de l'actuel Président Uribe Vélez et du fort indice de popularité dont il bénéficie toujours actuellement. C'est comme si, en votant massivement pour lui, les Colombiens avaient tous parié sur une solution militaire au conflit.

paramilitarisation progressive du territoire colombien, l'ingérence des paramilitaires dans les secteurs sociaux, politiques et économiques ont contribué à éloigner la perspective d'une politique négociée. La mobilisation, dans le Sud de Bolivar, contre la démilitarisation d'un territoire pour la Convention Nationale avec l'ELN, la création du « mouvement de non à la démilitarisation » et la faible réaction de la guérilla, du gouvernement lui-même et de la société civile face à ce mouvement d'opposition, ont fait apparaître un nouveau paysage politique qui a rapidement pris de l'ampleur.

L'époque des mobilisations symboliques contre la violence et pour la paix (les banderoles, les colombes de la paix) est derrière nous. Tout comme le sont les mobilisations paysannes des années 1990 (15). Les mobilisations du « *No más* » (« Ca suffit ») contre la violence ont été présentées par certains médias comme un rejet uniquement dirigé contre la guérilla. Les mouvements en faveur de la paix ont subi des attaques politiques systématiques visant à les décrédibiliser. Ils ont été confrontés à un processus d'usure lié à la difficulté de leurs dirigeants à insuffler un élan porteur d'espoir dans la durée. Récemment, la mobilisation indigène du Sud du pays est arrivée jusqu'à Bogota, la capitale. Toutes ces manifestations ont reflété l'aspiration à la paix, l'« explosion » des sentiments les plus profonds du peuple colombien pauvre et opprimé, des jeunes qui veulent construire un pays dans lequel nous ayons tous les mêmes opportunités et puissions vivre en paix. Cependant, nous ne sommes pas parvenus à canaliser ces grandes manifestations populaires, en consolidant un véritable mouvement pour la paix.

Il n'est guère facile de surmonter une violence et des conflits armés qui durent depuis si longtemps. Nous ne pouvons faire l'amalgame entre une négociation et un processus de paix. Même dans l'hypothèse de l'avancée de négociations de paix, nous devons toujours avoir à l'esprit que la précipitation ne produit que des échecs. Une paix mal négociée est pire que la guerre que nous vivons. Les organisations sociales, les mouvements et les mobilisations exigent humilité et patience pour construire conjointement la paix que nous voulons et dissiper définitivement la violence, du moins sous sa forme de lutte armée. Il se peut que nous traversions une période de réflexion qui n'est pas une trêve. Il faut rassembler les forces et ne pas les diviser. Il nous faut poursuivre notre travail de formation à la base et débarrasser les organisations, les mouvements sociaux et les mobilisations des considérations politiques partisans ou de l'influence des groupes armés. Il faut les inciter à s'ouvrir à une plus ample participation. La réflexion, l'analyse et l'action doivent être les différentes étapes d'un projet commun de construction de la paix.

**Jaime Prieto Amaya**

(15) Comme, par exemple, l'exode des paysans de la Vallée du Fleuve Cimitarra.